

Autorité de sûreté nucléaire

Centre d'information et de documentation
du public de l'ASN

6, place du colonel Bourgoïn
75012 Paris

Tél. : 01 40 19 87 23

www.asn.fr



La Commission locale d'information (Cli) de Chinon

Les situations d'urgence et le rôle du préfet

À l'attention des riverains
de la centrale nucléaire de

Chinon

Division d'Orléans de l'ASN

6, rue Charles de Coulomb
45077 Orléans Cedex 02

Tél. : 02 38 41 76 40

orleans.asn@asn.fr

Commission locale d'information de Chinon

Hôtel du département
Place de la préfecture

37927 Tours Cedex 09

Tél. : 02 47 98 95 21

Mairie d'Avoine

34, rue Marcel Vignaud
37420 Avoine

Tél. : 02 47 98 11 11

Centrale EDF de Chinon

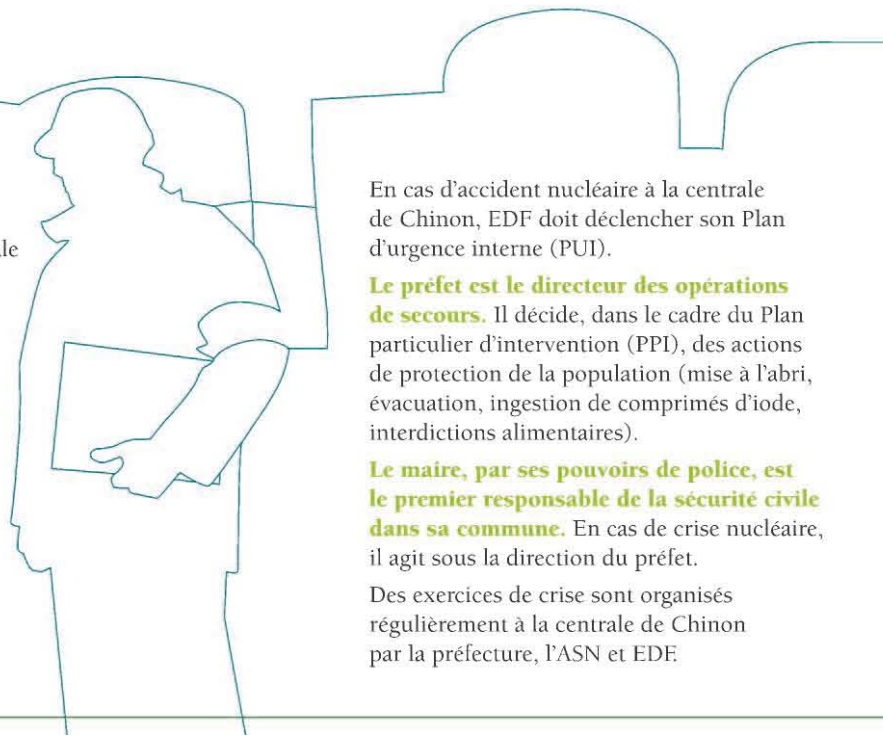
BP 80

37420 Avoine

Tél. : 02 47 98 60 60

La Cli de Chinon a été créée en 1993. Elle a une mission d'information de la population sur le fonctionnement de la centrale et de suivi de son impact sur l'environnement. Elle est présidée par Mme Claude Roiron, présidente du conseil général d'Indre-et-Loire.

Le conseil général a engagé la mise en conformité de la Cli avec le décret n° 2008-251 du 12 mars 2008, qui aboutira en 2009 à la mise en place d'une Cli élargie et renouvelée.



En cas d'accident nucléaire à la centrale de Chinon, EDF doit déclencher son Plan d'urgence interne (PUI).

Le préfet est le directeur des opérations de secours. Il décide, dans le cadre du Plan particulier d'intervention (PPI), des actions de protection de la population (mise à l'abri, évacuation, ingestion de comprimés d'iode, interdictions alimentaires).

Le maire, par ses pouvoirs de police, est le premier responsable de la sécurité civile dans sa commune. En cas de crise nucléaire, il agit sous la direction du préfet.

Des exercices de crise sont organisés régulièrement à la centrale de Chinon par la préfecture, l'ASN et EDF.

Le contrôle
de la
sûreté nucléaire

La centrale nucléaire de Chinon, mise en service en 1982, comprend 4 réacteurs à eau sous pression de 900 mégawatts. Plus de 1 300 agents y travaillent.

L'ASN Orléans contrôle la centrale de Chinon

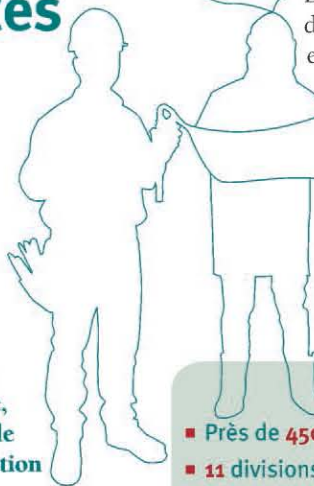
L'information du public

Les responsabilités

EDF est le premier responsable de la sûreté de la centrale nucléaire de Chinon.

EDF doit mettre en œuvre toutes les dispositions permettant un fonctionnement sûr de la centrale et doit également assurer la protection des travailleurs et de l'environnement.

L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN), Autorité administrative indépendante, assure, au nom de l'État, le contrôle de la sûreté nucléaire et de la radioprotection pour protéger les travailleurs, les patients, le public et l'environnement des risques liés aux activités nucléaires. **Elle contribue à l'information des citoyens.**



L'ASN contrôle l'ensemble des activités nucléaires civiles en France, notamment les centrales nucléaires EDF, les installations du CEA, le transport de matières radioactives et les activités nucléaires dans les domaines médical, industriel et de la recherche.

L'ASN s'appuie sur les expertises de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN).

L'ASN en chiffres

- Près de **450** agents dont **250** inspecteurs
- **11** divisions territoriales
- Budget 2009 : **142 millions** d'euros dont près de **80** consacrés à l'expertise
- Près de **900** inspections dans les installations nucléaires et le transport de matières radioactives
- Près de **1 300** inspections dans les secteurs médical, industriel et de la recherche

Les 22 inspecteurs de la division d'Orléans de l'ASN interviennent sur le terrain tout au long de l'année.

Les lettres de suite adressées par l'ASN à la centrale de Chinon à l'issue des inspections (30 en 2008) sont consultables sur le site Internet de l'ASN www.asn.fr.

L'ASN Orléans contrôle également les centrales nucléaires de Belleville-sur-Loire, Dampierre-en-Burly et Saint-Laurent-des-Eaux, les centres d'études du CEA de Fontenay-aux-Roses et Saclay, le laboratoire Lure du CNRS à Orsay ainsi que les utilisateurs de rayonnements ionisants (radiothérapeutes, radiologues, dentistes, industriels...) dans les régions Centre et Limousin.

Vos droits à l'information

La loi relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire (loi « TSN ») du 13 juin 2006 confère à chaque citoyen un droit d'accès à l'information détenue par les exploitants nucléaires (article 19). Cette loi impose également aux exploitants d'établir chaque année un rapport sur la situation de chacune de ses installations et les actions qu'il mène en matière de sûreté nucléaire et de radioprotection (article 21). Ce document est à votre disposition sur simple demande auprès des exploitants.

L'ASN a aussi pour mission d'informer le public sur la sûreté nucléaire et la radioprotection.

Dans une démarche de transparence, l'ASN rend publiques ses décisions et ses actions sur son site Internet www.asn.fr. L'ASN publie chaque année son rapport sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France.

Depuis 1987, l'ASN classe les incidents et accidents dans le domaine de la sûreté nucléaire sur une échelle (Ines) graduée de 1 (anomalie) à 7 (accident majeur). Les incidents classés au niveau 1 et au-dessus sont systématiquement l'objet d'une information publiée sur www.asn.fr. En 2008, l'ASN a classé au niveau 1 deux incidents survenus à la centrale nucléaire de Chinon.